

# L'exécutif veut vendre Naxoo

VILLE DE GENÈVE • Le Conseil administratif propose de se défaire du télé-opérateur. Rémy Pagani rompt la collégialité.



Naxoo diffuse des émissions télé et radio à environ 150 000 foyers du canton, dont 82 900 en Ville de Genève. KEYSTONE

## RACHAD ARMANIOS

Le Conseil administratif de la Ville de Genève propose au Conseil municipal la vente de ses 51,1% d'actions du téléopérateur 022 Télégenève, mieux connu sous le nom de sa marque Naxoo. On songe comme acheteur à Upc Cablecom, l'actionnaire minoritaire (à 48,9%) de cette société d'économie mixte, mais l'exécutif de la Ville compte vendre au plus offrant. Il espère que le Conseil municipal lui donnera son feu vert les 8-9 mai. C'est le conseiller administratif Rémy Pagani qui a informé la presse, hier matin, tenant à s'en distancer.

Cette rupture de collégialité a obligé le maire Pierre Maudet et sa collègue Sandrine Salerno à anticiper la conférence de presse prévue initialement aujourd'hui. «Nous sommes furieux de l'attitude irresponsable de notre collègue», a commencé Pierre Maudet. Il déplore le manque de respect aux employés qui devaient être informés avant le public, et l'impact négatif de ce «sabotage» sur les intérêts commerciaux de la Ville.

## Changement de cap

Naxoo, créé en 1986 par cette dernière pour mettre en place et exploiter un réseau TV câblé, diffuse aujourd'hui des émissions télé et radio à environ 150 000 foyers du canton, dont 82 900 en Ville de Genève. En 2006, le développement de la technologie numérique avait poussé à l'entrée de Cablecom dans le capital – aujourd'hui, c'est cet actionnaire minoritaire qui assure les prestations internet et de téléphonie

sur ce réseau. A l'époque, le conseiller administratif Manuel Tornare avait fixé comme but le «maintien absolu» de Naxoo dans le giron de la municipalité. Pourquoi changer de cap?

Pour Pierre Maudet, les deux actionnaires sont «des freins réciproques» au développement de l'opérateur. Car l'avenir est à la fibre optique, selon le maire: «Aujourd'hui, l'enjeu est moins d'offrir un accès universel à la télévision que d'accroître l'usage de bandes passantes pour internet.» Or «la Ville ne peut régater face à un concurrent comme Swisscom» qui, en partenariat avec les Services industriels, développe ce réseau avec une capacité d'investissement sans commune mesure. Concrètement, Naxoo perd des abonnés au profit de Swisscom faute de pouvoir proposer une offre «triple pay» (accès groupé à la téléphonie, internet et TV). «Internet et la téléphonie, c'est Cablecom, Naxoo est pieds et poings liés.»

## Mission remplie?

Politiquement, l'exécutif estime que la mission fondatrice – apporter la télé câblée aux foyers genevois – a été remplie, souligne Sandrine Salerno. La Ville peut sereinement laisser la place à des entreprises mieux outillées pour répondre aux nouvelles attentes en matière de technologie de l'information et de la communication. Des domaines qui, selon l'exécutif, ne relèvent plus d'une mission de service public à proprement parler. «Diffuser du contenu audiovisuel n'est pas la vocation de la Ville», commente M<sup>me</sup> Salerno. Surtout quand cela inclut des programmes pornographiques, ajoute Pierre Maudet.

Rémy Pagani, lui, souligne la pluralité culturelle concrétisée dans le bouquet de chaînes très diversifiées et quasi offertes à la carte: «Après cette vente, il sera certainement proposé un bouquet restreint normé à l'aune des grands distributeurs européens.»

«Les clients sont ici, il n'y a pas d'intérêt à délocaliser», réagit M<sup>me</sup> Salerno. L'exécutif compte tout de même négocier un contrat permettant de préserver l'intérêt du personnel. Le prix de vente plancher serait de 55 millions de francs – l'investissement de départ était de 4,5 millions. Cette plus-value serait investie dans un fonds destiné à financer un accès facilité aux technologies de l'information ou le développement de start-up dans ce secteur.

## Cent emplois en jeu

Cablecom veut-il devenir le seul propriétaire de Naxoo? Pas de spéculations, répond l'entreprise, qui a racheté le câble-opérateur Télémevyrin le 13 avril. I

«On a liquidé le secteur secondaire avec des propos méprisants, d'où la situation actuelle où la fragilité de notre économie nous saute à la figure, avec 1250 emplois rayés d'un trait de plume.» I

11h cérémonie à la mémoire du 9 novembre 1932. 15h départ du cortège boulevard James Fazy. Dès 17h partie festive au parc des Bastions avec des poneys pour les enfants, de la restauration et de nombreux concerts ou projections jusqu'à 23h.

## FÊTE DU 1<sup>ER</sup> MAI

# Contre-offensive aux populismes antifrontaliers

## PHILIPPE BACH

Un document tiré à quelque 85 000 exemplaires sera distribué ces prochains jours en ville et dans les cités. «Là où se trouvent des personnes à la fois précarisées par la situation économique et qui peuvent être sensibles à certaines thèses populistes», dixit Alessandro Pelizzari, président de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), la faitière des syndicats du privé et du public.

Le document a été présenté hier lors de la conférence de presse annonçant la tenue des festivités de la fête des travailleurs du 1<sup>er</sup> Mai. Le comité unitaire qui organise cet événement a en effet décidé de prendre de la distance avec le thème national tel que proposé par l'Union syndicale suisse et qui met en avant comme re-

vendication davantage de rentes, de salaires et de protection sociale.

Au bout du lac, il a été choisi de contrer les dérives xénophobes qui voient l'extrême droite – UDC et MCG – et même la droite traditionnelle trouver dans la présence de frontaliers les causes du chômage à Genève.

En l'occurrence, comme le relève Giangiorgio Gargantini, du Syndicat interprofessionnel, «ce sont eux qui paient déjà le plus lourd tribut au chômage». Ils ne représentent que 22% des employés à Genève mais représentent 45% des victimes de licenciements collectifs. Pour marquer le coup, le président du groupement transfrontalier européen, Michel Charrat, sera l'un des orateurs du cortège du 1<sup>er</sup> Mai.

Le manifeste relève que la sous-enchère salariale est bel et bien créée par en haut, par le patronat. La lutte contre ce dumping ne peut se faire que de manière unitaire. Et de pointer le fait que les partis qui prétendent défendre les droits des travailleurs genevois sont aussi ceux qui ont refusé toutes les mesures à même de les faire respecter: salaire minimum, six semaines de vacances, Revenu minimum d'aide sociale. Comme par hasard ces mêmes formations aiment beaucoup les cadeaux fiscaux aux plus riches et ne lésinent pas lorsqu'il s'agit de rogner les droits démocratiques comme celui de manifester.

«Nous avons en quelque sorte été rattrapés par l'actualité», relève Alessandro Pelizzari, ce manifeste a été

écrit avant l'affaire Merck Serono, mais celle-ci s'inscrit en plein dans nos critiques.» A savoir qu'à une politique bling bling à la Sarkozy consistant à attirer les multinationales et autres sociétés de trading à coup de cadeaux fiscaux – «ce qui semble tenir lieu de stratégie économique à ce gouvernement» –, il faudrait bien davantage opposer la carte de durabilité économique. «On a liquidé le secteur secondaire avec des propos méprisants, d'où la situation actuelle où la fragilité de notre économie nous saute à la figure, avec 1250 emplois rayés d'un trait de plume.» I

11h cérémonie à la mémoire du 9 novembre 1932. 15h départ du cortège boulevard James Fazy. Dès 17h partie festive au parc des Bastions avec des poneys pour les enfants, de la restauration et de nombreux concerts ou projections jusqu'à 23h.

## PATRIMOINE MONDIAL

# Nouveau dossier Le Corbusier en 2014

L'Association des sites Le Corbusier (ASLC) a tenu hier une réunion à Genève pour relancer le projet de candidature afin d'inscrire l'œuvre de l'architecte neuchâtelois sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Après deux échecs, un nouveau dossier pourrait être prêt en 2014.

Il pourrait être soumis à examen en 2015, a indiqué à l'issue de la réunion Marc Petit, président de l'ASLC et maire de Firminy (F), tout en soulignant qu'il s'agit d'hypothèses. Pour rappel, le dossier de candidature a été renvoyé à deux reprises avec une demande de remaniement. Selon le président de l'ASLC, les experts s'interrogent notamment sur l'opportunité de classer des réalisations du XX<sup>e</sup> siècle.

Pour remplir les exigences des experts, l'ASLC n'exclut pas de réduire le nombre de sites Le Corbusier présentés dans la candidature à l'UNESCO. Cette liste compte actuellement 19 réalisations dans six pays, dont la Maison Blanche à la Chaux-de-Fonds, la villa Le Lac à Corsaux (VD) et l'immeuble Clarté à Genève.

Pour Rémy Pagani, conseiller administratif de la Ville de Genève, il est préma-



L'immeuble Clarté, à Genève.

JJKPHOTO

turé de se prononcer sur l'exclusion d'un site ou l'autre. Il insiste sur la volonté commune pour inscrire l'œuvre de Le Corbusier au patrimoine mondial de l'UNESCO. Ses théories architecturales prévalent encore aujourd'hui, a relevé M. Pagani.

La Ville de Genève a adhéré en 2010 à l'ASLC qui regroupe des représentants des villes dans lesquelles se trouvent une des 19 œuvres retenues. L'association a aussi prévu d'associer à ses démarches des villes dont les sites Le Corbusier ne figurent pas au dossier. ATS

## EN BREF

### PROJECTION

## Eloge de la capote

L'association Raizes organise aujourd'hui à Genève deux projections d'un moyen-métrage de fiction brésilien, *L'éloge de la capote*, dont le thème est la lutte contre le sida, traité de manière humoristique. En présence du réalisateur. A 19h15 et 20h, à la Maison des associations. (www.raizes.ch). CKR

### BERNEX

## Danse et musique pour le Burkina Faso

L'association Limaniya organise demain sa fête annuelle, avec à la clé un spectacle de danse et musique d'Afrique de l'Ouest en faveur d'un projet de construction d'école à Bobo Dioulasso (Burkina Faso). Le concert prévu à 20h30 (portes 18h30) sera précédé pour les personnes intéressées d'un stage de danse africaine (de 14h à 16h, inscriptions aujourd'hui). La soirée aura lieu à la salle communale de Bernex, à l'école de Luchepolet (22, route d'Aire-la-Ville). MOP

Sa 28 avril concert 20h30, portes 18h30, ☎ 022 757 68 74, mail valerie.frison@gmail.com, site www.marcelzingre.ch/limaniya

## PLAINTÉ DE L'HÔPITAL CONTRE UN TRACT HAINEUX

Michel Balestra, président du conseil d'administration des Hôpitaux universitaires genevois (HUG), a fait savoir mercredi qu'une plainte contre x sera déposée contre le tract antifrontaliers diffusé à proximité, voire dans les locaux de l'institution. Le but étant qu'une plainte pénale permette d'identifier les auteurs de ce document appelant à la haine et à la violence. Notamment en parlant de «racaille» et appelant à brûler les maisons et les voitures des frontaliers.

Hier, lors de la conférence de presse présentant les festivités du 1<sup>er</sup> Mai, Joël Mugny, vice-président de la CGAS, espérait qu'une enquête en bonne et due forme soit diligentée. Pour lui, il «semble possible de découvrir qui a osé pondre un tel torchon». «Et il serait bon que Bernard Gruson [directeur des HUG] et le Conseil d'Etat, qui l'a en partie soutenu, réalisent la portée de leurs propos et de la manière dont ils sont compris». PBH